

PREAMBULE

Ce règlement, voté par le conseil d'établissement, régit la vie de la communauté scolaire, composée de l'ensemble des personnels, des parents d'élèves et des élèves.

Le lycée français Anna de Noailles accueille les élèves de la Maternelle aux classes de Terminale ***dans le cadre des principes, valeurs et textes de référence de l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger et de l'Éducation Nationale Française.*** Son règlement intérieur s'inscrit donc dans le respect de la Constitution et des lois de la République Française, de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen et de la Déclaration des droits de l'Enfant. Il se fonde sur le respect des valeurs et des principes sur lesquels repose le service public d'éducation : la neutralité et la laïcité, l'égalité des chances et de traitement entre filles et garçons, les garanties de protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale et le devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence.

Son but est de garantir les droits et de définir les devoirs de tous :

Garantir les DROITS

- Droit d'apprendre et de s'épanouir dans un climat de calme, de confiance et de sécurité,
- Droit à la protection contre l'agressivité physique et verbale,
- Droit d'expression, de réunion et d'association.

Définir des DEVOIRS

- Devoir de tolérance et de respect d'autrui, adultes et élèves,
- Devoir de respecter les règles de fonctionnement et de vie collective, de sécurité et de respecter les biens et les locaux.

- Obligation d'assiduité : C'est un droit et un devoir pour chaque élève de participer à toutes les activités scolaires, y compris les cours facultatifs auxquels l'élève est inscrit, ainsi que toutes les épreuves d'évaluation.

A) FREQUENTATION SCOLAIRE :

1) Les horaires :

La présence à tous les cours (y compris les cours à option, actions de soutien et études) est une obligation pour chaque élève.

Les emplois du temps sont communiqués aux élèves en début d'année scolaire. Ils peuvent être modifiés pour les besoins de l'enseignement ou pour répondre à des situations imprévues : dans ce cas les modifications seront portées à la connaissance de tous les intéressés.

Le calendrier scolaire est adopté chaque année scolaire par le Conseil d'Etablissement selon les préconisations de l'AEFE et du Ministère de l'Education Nationale. Les parents en sont informés par le site internet du lycée.

Le lycée accueille les élèves de 7h50 à 17h45, du lundi au vendredi. Le lycée n'est ouvert le samedi matin que pour des devoirs surveillés, des heures de retenue ou des événements ponctuels organisés par l'établissement.

2) Les mouvements :

Les élèves montent en classe dès la 1^{ère} sonnerie (voir tableau des sonneries en annexe)
Tous les déplacements doivent se faire calmement, sans cri et sans bousculade.

En début de cours, les élèves attendent devant leur salle de classe leur prise en charge par le professeur.

Aux récréations, les élèves doivent sortir directement dans la cour avec leurs affaires.

En dehors de ces mouvements, aucun élève ne doit circuler ni stationner dans les couloirs sans **l'autorisation** d'un adulte.

En cas d'absence d'un enseignant ou lorsque cela est prévu dans l'emploi du temps, les collégiens doivent **impérativement et sans délai** se rendre en salle d'études. **Ils ne peuvent quitter l'établissement.**

Avant de se rendre au Centre de Culture et de Connaissances (3C), les collégiens doivent passer en salle d'études où le personnel de vie scolaire vérifie les places disponibles. La priorité y est donnée aux travaux de recherche et à la lecture. Il est ouvert tous les jours selon le planning du documentaliste.

Les lycéens sont autorisés à sortir **de l'établissement** pendant leurs heures de permanence ainsi que pendant les récréations du matin, du midi et de l'après-midi, sauf avis contraire signifié par écrit par le responsable légal.

En dehors des heures de cours, les lycéens peuvent aussi se rendre en salle d'étude, au 3C, au foyer ou disposer d'une salle de travail en autonomie, à leur demande.

3) En cas de retard :

L'élève retardataire doit impérativement passer au bureau de la vie scolaire pour y demander une autorisation d'entrer en cours. Cette autorisation sera demandée par son professeur.

- Retard en début de journée : un élève en retard de plus de 10 minutes ne pourra pas assister à la première heure de cours. Il intégrera la classe à la deuxième heure inscrite à son emploi du temps. **Il sera pris en charge par la vie scolaire.**
- Retard en cours de journée : les retards en cours de journée ne sont pas acceptables. L'élève retardataire devra se présenter au bureau de la vie scolaire. Il ne sera pas accepté en cours si ce retard excède 10 minutes. **Il sera pris en charge par la vie scolaire.**

Les parents seront systématiquement avertis d'un retard de leur enfant. Ils devront en retour justifier ce retard par l'intermédiaire du carnet de correspondance.

Tout retard abusif pourra faire l'objet d'une sanction.

4) En cas d'absence :

- Absence prévisible : aviser le Conseiller d'Education (C.P.E.) ou le service de vie scolaire PAR ECRIT.

- Absence non prévue : prévenir le bureau de la vie scolaire par téléphone ou par mail le plus tôt possible. Le cas échéant, le personnel de la vie scolaire prendra contact avec la famille pour connaître le motif de l'absence. Les parents doivent donc fournir un numéro de téléphone valide et prévenir le secrétariat du lycée en cas de changement de numéro.

L'adresse mail de la vie scolaire est la suivante : **vie.scolaire@lyceefrancais.ro**

Au retour de l'élève, les parents doivent impérativement justifier l'absence de leur enfant par écrit, grâce au carnet de correspondance de leur enfant (feuille vert). Dans le cas contraire, un courrier sera envoyé au représentant légal.

RAPPEL : L'équipe éducative peut se réunir en commission éducative statuant en matière d'assiduité et sanctionner un élève à propos de retards ou d'absences jugés abusifs.

5) En éducation physique et sportive : cours – dispenses :

En cours d'Education Physique et Sportive, les élèves sont sous la responsabilité de leur enseignant pour toute la durée du cours inscrite à leur emploi du temps, y compris dans les vestiaires et pendant les trajets vers des installations sportives extérieures.

En E.P.S., les élèves porteront les vêtements et les chaussures indiqués par le professeur.

Pour des raisons d'hygiène et pour préserver les sols du gymnase et des pistes, ils ne les revêtiront qu'au vestiaire et les quitteront après la séance. Une douche est à la disposition des élèves dans chaque vestiaire.

Pour des raisons de sécurité, les bijoux sont interdits en cours d'E.P.S.

- Inaptitude partielle : L'élève présentera à la vie scolaire une demande datée et signée par les parents. Cette demande sera présentée au professeur d'EPS.

- Inaptitude de longue durée : L'élève présentera un certificat médical d'inaptitude (voir modèle sur le site du lycée) au bureau de la vie scolaire et à l'enseignant d'EPS. Les certificats médicaux de longue durée peuvent faire l'objet d'un contrôle par le service de médecine scolaire.

Ces inaptitudes à la pratique sportive nécessitent une gestion pédagogique qui relève de la compétence de l'enseignant. Ainsi, le professeur est seul apte à juger si l'élève peut assister au cours d'EPS en adaptant sa pratique ou s'il doit se rendre en salle d'études.

6) Les entrées et les sorties :

Les parents choisissent pour l'année scolaire un régime d'entrées/sorties parmi les trois régimes proposés ci-dessous.

Régime 1 : collègue

Entrées aux heures inscrites à l'emploi du temps de l'élève.

Sortie aux heures habituelles inscrites à l'emploi du temps de l'élève.

Régime 2 : collègue

Entrées retardées et sorties avancées en cas d'absence de professeurs, de suppression de cours par l'administration ou selon l'emploi du temps de la classe.

Régime 3 :

Le régime 3 ne s'applique qu'aux élèves du lycée.

Les lycéens qui bénéficient d'une pause (repas et récréations) dans leur emploi du temps sont autorisés à sortir de l'établissement.

A la demande des parents, un lycéen mineur peut être placé en régime 1 ou 2.

Aucune sortie n'est autorisée entre deux cours.

Sans son carnet ni son badge d'identification, l'élève est soumis d'office au régime 1. Le régime 1 peut aussi être imposé par l'administration.

Quitter l'enceinte de l'établissement sans autorisation constitue une faute grave.

Toutes les entrées et sorties s'effectuent par la porte principale sur présentation du badge d'identification (et à défaut du carnet de correspondance).

Accès des visiteurs : une pièce d'identité peut être demandée à toute personne étrangère à l'établissement. Les visiteurs doivent stationner dans l'atrium du lycée. Ils ne sont pas autorisés à se déplacer dans les bâtiments sans être accompagnés d'un personnel.

Accès des deux-roues : Les élèves utilisant un deux-roues, qu'il soit motorisé ou non, sont tenus de mettre pied à terre avant de franchir les grilles et de parquer leur véhicule dans le parking prévu à cet effet.

7) Le Centre de Connaissances et de Culture (3C) :

Le Centre de Connaissances et de culture (3C) regroupe en un même lieu les ressources documentaires nécessaires à la réussite scolaire des élèves. Le 3C est donc avant tout un lieu de travail et de recherche mais on peut aussi s'y rendre pour lire lorsqu'on a une heure libre dans son emploi du temps.

Le règlement intérieur du lycée s'applique de plein droit au 3C mais des règles de fonctionnement spécifiques à destination des usagers sont affichées à l'entrée du 3C (horaires, droit d'emprunt, utilisation des ordinateurs...).

8) Demi-pension :

Le service de demi-pension fonctionne du premier au dernier jour de classe. Il accueille les demi-pensionnaires du collège et du lycée de 12h30 à 13h30 selon un planning de passage défini par le lycée et indiqué aux élèves en début d'année.

Le temps de repas est un temps de convivialité pour se nourrir et se détendre mais aussi un moment d'apprentissage des rapports avec ses semblables, du savoir-vivre, du respect des aliments, du personnel, des équipements.

- 1) Le règlement intérieur s'applique sur le temps de restauration scolaire. Les repas sont pris sous la surveillance du personnel de vie scolaire.
- 2) Les collégiens sont tenus de prendre **tous** leurs repas au collège,
- 3) Un élève demi-pensionnaire ne peut en aucun cas quitter le collège avant le dernier cours assuré dans la journée. Il ne peut sous peine de sanction grave sortir entre deux cours (par exemple entre un cours du matin et un cours l'après-midi). Il doit rester dans l'enceinte du lycée durant le temps de la demi-pension.
- 4) Les demi-pensionnaires n'ayant pas cours l'après-midi sont tenus de prendre leur repas au collège et de sortir à 13h35. En cas de sortie anticipée, les demandes particulières sont à formuler la veille auprès du C.P.E.
- 5) **Allergies alimentaires** : les élèves souffrants d'une allergie alimentaire bénéficieront d'un Plan d'Accueil Individualisé. Ce P.A.I. sera mis en place entre le chef d'établissement (ou son adjoint) et le médecin scolaire. Un certificat médical sera présenté par la famille pour justifier toute demande.
- 6) Dans le cadre de l'éducation au goût, les élèves sont invités à goûter à ce qui leur est proposé, tout en veillant à respecter la nourriture et à éviter le gaspillage alimentaire.
- 7) **Visiteurs** : les personnes souhaitant prendre leur repas au lycée sont tenues d'en faire la demande par écrit auprès du chef d'établissement et de s'acquitter du prix du repas auprès du service intendance du lycée.

9) Assurances :

Chaque famille a l'obligation de fournir au lycée une attestation d'assurance scolaire individuelle aux dates et délai fixés par l'établissement (à défaut dans les 30 jours suivants l'inscription). L'assurance scolaire doit garantir l'indemnisation des dommages causés aux tiers ou subis par l'élève. L'assurance doit donc inclure une **assurance Responsabilité Civile** (pour les dommages causés par l'élève aux tiers dans le cadre des activités scolaires) et une **assurance individuelle Accidents** pour les dommages subis par l'élève assuré.

La participation aux activités facultatives sera refusée aux élèves dont l'assurance ne présente pas les garanties requises.

B) VIE AU COLLEGE / LYCEE :

Chaque jour, l'élève doit se présenter avec **tout le matériel nécessaire** au travail de la journée, les devoirs faits, les leçons apprises. Les cahiers ou classeurs doivent être bien tenus, correctement mis à jour et sont susceptibles d'être vérifiés et notés par les professeurs.

Les évaluations (devoirs, contrôles, écrits ou oraux, en classe ou à la maison) ont pour objectif de situer l'élève dans une progression pédagogique ou de faire un bilan de connaissances ou de compétences acquises. De ce fait, elles sont organisées régulièrement par les enseignants. Les élèves ont obligation de se soumettre à ces évaluations périodiques.

Ayant un but pédagogique de contrôle des connaissances, l'évaluation ne peut sanctionner le comportement d'un élève ou d'une classe.

Toute tentative de triche ou de fraude faussant cette évaluation ne saurait être tolérée et sera sanctionnée avec sévérité.

Une *charte informatique et Internet* précise les modalités d'utilisation de l'outil informatique au lycée français Anna de Noailles. Cette charte se trouve en annexe du règlement intérieur. Elle doit être signée par les élèves et leurs parents.

1) Laïcité :

Selon la circulaire n° 2013-144 du 6 septembre 2013, le lycée français Anna de Noailles se conforme aux principes mis en avant par **la Charte de la laïcité à l'école**, rappelée en annexe.

Des autorisations d'absences d'élèves pour fêtes religieuses pourront être accordées conformément aux instructions officielles.

2) Tenue :

Le Lycée français Anna de Noailles est un lieu public qui exige de ses usagers une tenue appropriée digne du sérieux de l'établissement.

Si chacun est libre d'exprimer sa personnalité par sa tenue vestimentaire, il importe surtout de s'habiller de façon à ne pas heurter la sensibilité des autres, ni à troubler la sérénité des lieux.

Par conséquent, les tenues vestimentaires se doivent d'être décentes, non provocantes, propres, soignées, et adaptées à l'âge de l'élève.

A l'intérieur du Lycée français Anna de Noailles, les règles suivantes sont à respecter :

- La tête n'est pas couverte dans les bâtiments,
- Les vêtements ne sont pas déchirés, troués ou transparents,
- Les sous-vêtements, le dos, la poitrine et le nombril sont couverts en toute circonstance et en toute position, debout et assise,
- Les vêtements avec des inscriptions ou insignes vulgaires, agressifs, racistes ou sexistes sont interdits.

Ces règles de tenue sont également applicables au cours des sorties et voyages scolaires.

En cas de non-respect de ces recommandations, et après discussion préalable, l'établissement se réserve le droit d'interdire l'accès à l'élève concerné.

3) Comportement et sécurité :

Les élèves garderont à l'esprit qu'en toute circonstance, ils représentent le Lycée à l'extérieur comme à l'intérieur des locaux et doivent donc montrer par leur comportement qu'ils ont conscience de cette responsabilité.

Une vie collective harmonieuse nécessite le respect de règles de bon sens et de savoir-vivre. Dans cette optique, un **langage respectueux et mesuré est exigible de tous**. De même, tout comportement vulgaire, provocateur ou agressif doit absolument être évité aussi bien dans l'établissement qu'à ses alentours.

Les jeux brutaux ne sont naturellement pas admis.

En règle générale, tout objet dangereux ou n'ayant aucun rapport avec l'enseignement et qui risque de perturber le bon fonctionnement de l'établissement est interdit (par exemple cutter, couteaux, briquet, allumettes, pointeur laser, console de jeux...).

Conformément à la circulaire du 29 novembre 2006 entrée en application le 1^{er} février 2007, **il est interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement. L'introduction et la consommation de tabac, d'alcool et autres drogues sont formellement interdites.**

4) Vol et perte d'objets ou de vêtements - dégradations :

Les parents sont invités à ne pas remettre aux enfants de sommes d'argent importantes ou des objets de valeur. Les élèves ne doivent jamais laisser leurs affaires ailleurs qu'aux endroits prévus à cet effet. Des casiers sont mis à disposition des élèves qui en font la demande, dans la limite de leur disponibilité.

L'administration décline toute responsabilité en cas de perte, de vol ou d'avarie.

Le matériel scolaire et les bâtiments doivent être respectés. Les dégradations volontaires commises par les élèves peuvent entraîner réparation et sanction. Un dédommagement financier peut être exigé des familles. Une dégradation volontaire est un acte de vandalisme et comme tel passible d'une sanction, indépendamment de la réparation pécuniaire du dommage.

Les élèves sont responsables du matériel scolaire qui leur est prêté et devront assumer le remplacement ou le remboursement en cas de perte, de dégradation ou de non-restitution du livre ou du matériel prêté.

Vidéosurveillance : Afin de prévenir tout vol ou dégradation, certaines zones de l'établissement sont placées sous vidéosurveillance. Ces zones sont signalées aux usagers par des pictogrammes spécifiques.

Propreté des locaux : Pour des raisons d'hygiène, il est interdit de cracher dans les locaux aussi bien que dans la cour. La consommation de chewing-gum ou de nourriture est interdite en classe. Les corbeilles disposées dans les salles de classe et dans les lieux de vie (cours, couloirs...) sont destinées à recevoir tous les papiers et déchets que les élèves ne doivent pas jeter par terre mais qu'ils doivent au contraire ramasser lorsqu'ils en rencontrent.

5) Téléphones portables :

Aux usagers élèves : au-delà des portiques d'entrée au Lycée, les appareils générateurs de son (téléphone portable, baladeur, casque, écouteurs, jeux électroniques, tablette numérique et tout autre appareil nomade...) doivent être strictement éteints et non visibles. Les modes « avion » ou silencieux sont interdits.

Règlement intérieur adopté en séance ordinaire du Conseil d'établissement du 25/06/2015

Ces appareils ne seront pas utilisés à l'intérieur des bâtiments, dans les cours de récréation, sur les stades sportifs et lors de toutes les activités pédagogiques (cours, 3C, trajets EPS, sorties scolaires, etc.) sous peine de confiscation temporaire. **Les lycéens sont autorisés à utiliser leur téléphone portable ou autres appareils au foyer uniquement.**

Les élèves souhaitant informer leur famille (changement d'emploi du temps, information urgente...) devront se rendre au bureau de la vie scolaire et utiliser le téléphone de l'établissement.

A noter qu'une utilisation d'un de ces appareils pour enregistrer, pour filmer et diffuser des images sans autorisation et/ou portant atteinte à la dignité et au droit à disposer de leur image des personnes est une faute particulièrement grave et sera sanctionnée comme telle.

Dans le strict cadre d'activités pédagogiques spécifiques et encadrées, l'utilisation d'un appareil nomade peut être autorisée par un personnel du lycée.

En classe de 1ère et de Terminale, l'utilisation pédagogique d'un ordinateur portable personnel en classe doit être soumise à l'autorisation de l'enseignant concerné.

6) Infirmerie :

En cas de traitement, l'établissement doit être informé et les élèves doivent déposer à l'infirmerie les médicaments utilisés accompagnés de la prescription médicale et de l'autorisation familiale. Cette dernière est indispensable afin que les médicaments puissent être délivrés par un membre de l'équipe éducative en cas d'absence du médecin scolaire. Les traitements sont obligatoirement soumis au contrôle **du personnel médical**. Pour prévenir l'automédication et les risques qui en découlent, les élèves ne doivent pas être en possession de médicaments, quels qu'ils soient.

Les passages à l'infirmerie se font en dehors des heures de cours, sauf en cas d'urgence.

Il est indispensable de fournir des coordonnées téléphoniques (mises à jour régulièrement par les parents) et les fiches de « Dispositions à prendre en cas d'accident ou d'alerte de santé » pour que l'établissement puisse joindre les familles.

7) Prise en charge par les élèves de responsabilités :

Délégués de classe :

Chaque classe élit pour l'année scolaire deux délégués. Chaque délégué est élu avec son suppléant. L'élection, placée sous la responsabilité du chef d'établissement **ou de son adjoint**, est organisée par le professeur principal.

Le rôle des délégués revêt une grande importance puisqu'ils représentent leurs camarades aux différents conseils et commissions et sont responsables devant eux. Ils sont chargés des relations entre les élèves et les autres membres de la communauté éducative.

Ils jouent en particulier un rôle d'intermédiaire entre les élèves de la classe, les professeurs, l'équipe de direction et d'éducation. Ils informent leurs camarades de toutes les décisions prises par les différents conseils et réunions.

Pour les aider dans ces missions, l'établissement organise chaque année une formation des délégués, à l'issue de leur élection.

Droit d'association, de réunion, d'expression et de publication :

Association : Le conseil d'établissement autorise les associations créées par les lycéens selon les termes du droit du pays d'accueil. En cas d'atteinte aux principes du service public d'enseignement, le chef d'établissement est autorisé à suspendre l'activité de l'association en attendant la réunion du conseil d'établissement.

Réunion : Afin d'exercer son mandat, un représentant des élèves peut demander la tenue d'une réunion. Cette demande écrite, précisant la date, l'objet et les participants à cette réunion doit être déposée 48 heures avant sa tenue.

Expression : Les élèves ont un droit d'expression individuelle et collectif. Ce droit s'exerce notamment par l'intermédiaire des délégués des élèves dans les différentes instances. Tout affichage est assuré sous le contrôle du chef d'établissement sur les panneaux prévus à cet effet. Un affichage ne peut être anonyme.

Publication : Les publications rédigées par les lycéens sous format papier ou numérique ne peuvent être librement diffusées dans l'établissement qu'après accord du chef d'établissement, responsable de leur publication. Aucun écrit ne peut présenter de caractère injurieux, diffamatoire ou porter atteinte au droit à l'image. Dans le cas contraire, le chef d'établissement est fondé à suspendre ou interdire la publication.

Un droit de réponse sera accordé à toute personne, physique ou morale, qui en exprime la demande. Les lycéens doivent être conscients que leur responsabilité peut être engagée devant les tribunaux. Dans le cas d'un élève mineur, cette responsabilité, civile ou pénale, sera transférée au responsable légal.

8) Le dialogue école-famille :

Un contact étroit entre les parents et l'équipe éducative est essentiel pour la réussite des élèves. Aussi, pour s'informer et communiquer avec l'administration et les professeurs, les parents doivent consulter régulièrement le carnet de correspondance de leur enfant, le site internet du lycée (www.lyceefrançais.ro) et les outils de suivi scolaire en ligne (notes, retards, absences, etc...). Ils se doivent également d'assister aux réunions prévues par l'établissement.

Le carnet de correspondance :

Le carnet de correspondance est un outil de communication entre le lycée, les enseignants, la vie scolaire et les parents. Par son intermédiaire, ils sont informés d'éventuelles modifications d'emploi du temps, de demandes des enseignants ou de parents et de diverses informations concernant la vie de l'élève dans l'établissement.

Les parents doivent consulter régulièrement le carnet de correspondance de leur enfant.

Les outils en ligne de suivi de la scolarité :

Les parents sont informés des notes obtenues par leur enfant au moyen du **relevé de notes disponible** en se connectant à partir du site du lycée : **www.lyceefrançais.ro**

Pour accéder à ces applications, un mot de passe est remis à chaque usager en début d'année.

Le relevé de notes est un indicateur de la progression de l'élève. Les parents veilleront à le consulter régulièrement.

Le cahier de textes numérique rempli par les enseignants ne se substitue pas à l'agenda de l'élève.

Le suivi des devoirs en cas de fermeture de l'établissement :

En raison d'événements climatiques exceptionnels, le lycée/collège peut être amené à fermer ses portes et se trouver dans l'impossibilité d'accueillir les élèves.

Dans cette situation, il est du devoir de l'établissement d'assurer la continuité pédagogique des enseignements dispensés. Aussi, des devoirs, exercices ou leçons seront communiqués aux élèves sous forme numérique par l'intermédiaire d'une plateforme dédiée.

Le conseil de classe

Présidé par le chef d'établissement ou son adjoint, le conseil de classe est composé de l'équipe pédagogique de la classe, du conseiller principal d'éducation, des délégués des élèves et de représentants de parents.

Le conseil de classe se réunit chaque fin de trimestre afin de dresser le bilan pédagogique de la période écoulée. Il se prononce sur les résultats scolaires de chaque élève, émet des avis de passage et peut récompenser ceux qui le méritent (voir chap. « *Discipline et sanctions – Mesures positives* »). Les avis des enseignants sont reportés sur le bulletin trimestriel de chaque élève.

Le bulletin trimestriel :

Les bulletins trimestriels sont remis aux parents par l'intermédiaire de leur enfant. Lorsque des mises en garde concernant le travail ou la conduite sont émises par le conseil de classe ou lorsque les parents ne se présentent pas aux réunions prévues, le chef d'établissement se réserve la possibilité de convoquer les parents de l'élève afin qu'ils s'entretiennent avec le professeur principal de la classe. Ils prennent ensemble les mesures nécessaires à la réussite de l'élève. Le bulletin est remis aux parents à cette occasion.

Les rencontres entre les parents et les enseignants :

A la fin du 1^{er} trimestre, une rencontre est organisée entre les parents et les enseignants afin de faire un bilan du début de l'année scolaire en cours.

A chaque fois que cela s'avère nécessaire, les enseignants prendront contact avec les parents. De même, les parents pourront solliciter une entrevue avec un enseignant par l'intermédiaire du carnet de correspondance de leur enfant ou par mail à leur adresse professionnelle. Ces adresses sont consultables sur le site du lycée : www.lyceefrançais.ro – rubrique « Contacts ».

C) DISCIPLINE ET SANCTIONS

Tout manquement caractérisé au **Règlement intérieur** justifie la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire propre à l'établissement et à portée éducative. Un système progressif de pénalisation est donc établi, qui vise à faire comprendre à l'élève qu'il doit adopter de lui-même un comportement compatible avec les exigences de son travail individuel et de la vie collective. Ainsi lui sera facilité l'apprentissage de l'autonomie.

1) Mesures positives :

Sur proposition du conseil de classe et sur décision du chef d'établissement ou de son adjoint, une gratification peut être accordée à l'élève pour récompenser son travail scolaire et/ou ses qualités humaines au cours du trimestre.

Ces gratifications sont :

- **les encouragements** du conseil de classe récompensent les efforts effectués et/ou la bonne volonté face aux attentes scolaires, indépendamment des notes obtenues,
- **les félicitations** du conseil de classe récompensent un ensemble de notes d'un très bon niveau assorti d'un comportement exemplaire.

<i>Ces mesures positives sont inscrites sur le bulletin trimestriel de l'élève.</i>

De l'assiduité des élèves de 1^{ère} et de Terminale au 3^{ème} trimestre dépendra la gratification portée sur leur livret scolaire pour le baccalauréat.

En outre, l'investissement de l'élève dans la vie de son établissement peut être valorisé.

2) Punitions :

Des punitions peuvent être infligées aux élèves en cas de manquement aux règles de la vie collective dans l'établissement telles qu'elles sont définies par le présent règlement intérieur et en cas d'absences ou de refus de travail :

- **Inscription** sur le carnet de correspondance,
- **Devoir supplémentaire**,
- **Exclusion de cours**. L'élève exclu de cours est accompagné au bureau de la vie scolaire par l'un des délégués de classe. Il est pris en charge par la vie scolaire et doit avoir un travail à faire.
- Sans gradation, des **retenues** de plusieurs types peuvent être proposées :

Selon la situation, des excuses orales ou écrites pourront être demandées à l'élève concerné.

Retenue pour Travaux d'Intérêt Général avec l'accord de l'intéressé et de ses parents. En cas de refus, une retenue sera infligée un samedi matin. Les tâches demandées en T.I.G. doivent être en rapport avec la faute commise. Elles ne peuvent être humiliantes ni porter atteinte à la dignité de l'élève. Elles doivent faire prendre conscience à l'élève de la portée de l'action commise.

Retenue avec un travail supplémentaire à effectuer. Ces heures de retenue ont lieu le samedi matin, entre 8h30 et 12h30.

Retenue en salle, surveillée par un professeur durant une heure de cours de celui-ci avec un travail ou une tâche supplémentaire à effectuer avec la classe présente.

Ces punitions peuvent être données par tout personnel de l'établissement.

Le conseil de classe de chaque trimestre peut prononcer une mise en garde concernant un manque de travail scolaire et/ou une conduite inappropriée durant le trimestre écoulé. Ces mises en garde sont conservées dans le dossier scolaire de l'élève jusqu'à la fin de l'année scolaire en cours.

3) Sanctions :

Par ailleurs, en cas de manquement grave aux obligations scolaires ou d'atteintes aux biens ou aux personnes, des sanctions disciplinaires peuvent être prononcées par le chef d'établissement ou son adjoint :

- **Avertissement**,
- **Blâme**,
- **Mesure de responsabilisation** qui implique la participation de l'élève, en dehors des heures d'enseignement, à des activités de nature éducative pendant une durée qui ne peut excéder vingt heures. Elle peut se dérouler au sein de l'établissement.
- **Exclusion interne ponctuelle**. L'élève vient au lycée français Anna de Noailles mais n'est pas accepté en classe. Il est accueilli avec du travail supplémentaire, sous la surveillance

Chaque sanction prononcée est l'occasion d'un entretien entre l'équipe de direction, la famille et l'élève afin de revenir sur les faits incriminés et expliquer la portée éducative de la sanction.

- d'un adulte de l'établissement. Cette mesure a pour objectif de favoriser la continuité pédagogique tout en reconnaissant la faute commise et la responsabilisation de l'élève,
- **Exclusion temporaire** (jusqu'à huit jours) de l'établissement ou de l'un de ses services annexes,

Ces sanctions prononcées par le chef d'établissement ou son adjoint sont conservées dans le dossier scolaire de l'élève pour une durée d'un an.

4) La Commission éducative :

Pour éviter un recours systématique au conseil de discipline dans les cas de récurrence grave, le chef d'établissement ou son adjoint pourra, à sa demande, faire comparaître l'élève devant une commission éducative ou à la demande du professeur principal après avis de ses collègues.

Cette commission éducative est composée du proviseur ou de son adjoint, du conseiller principal d'éducation, des professeurs de la classe, des responsables légaux et, à titre consultatif, de toute autre personne susceptible de fournir des informations au sujet de l'élève.

A l'issue de cette commission, le chef d'établissement ou son adjoint peut prononcer une sanction dans le cadre prévu par le règlement intérieur.

Il peut aussi être demandé à l'élève et/ou à la famille de signer un engagement écrit concernant le travail ou l'attitude. Cet engagement peut lui être demandé dans tous les cas de problèmes de comportement ou d'absence prolongée de travail.

Il peut être accompagné d'une fiche de suivi personnalisée. Le C.P.E. ou le professeur principal met cette fiche en place et s'entretient régulièrement avec l'élève et sa famille pour faire le point sur ses progrès.

5) Le Conseil de Discipline

La Mesure conservatoire d'éloignement : dans certaines situations, le chef d'établissement peut être amené à prononcer une mesure conservatoire d'éloignement dans l'attente de la tenue du Conseil de Discipline.

En cas de manquements plus graves, des sanctions disciplinaires peuvent être prononcées par le conseil de discipline :

- **Exclusion temporaire** jusqu'à quatre semaines au Lycée français Anna de Noailles, assortie ou non d'un sursis,
- **Exclusion définitive**, assortie ou non d'un sursis.

En cas de mesure conservatoire d'éloignement ou d'exclusion temporaire, le lycée assurera et organisera la continuité pédagogique des enseignements de l'élève subissant cet éloignement scolaire.

Le Président du conseil d'établissement

**Le Proviseur
Alain HOUILLE**

1) Préambule :

Cette charte a pour objet de définir les conditions d'utilisation du réseau informatique et d'Internet dans le cadre des activités du lycée français Anna de Noailles.

Elle précise les droits et obligations que l'établissement et les utilisateurs s'engagent à respecter, notamment les conditions et les limites des éventuels contrôles portant sur l'utilisation des ordinateurs en s'appuyant sur les textes de loi en vigueur.

Elle s'applique à tous les utilisateurs accédant aux postes informatiques du lycée français Anna de Noailles.

2) Utilisation de l'outil informatique

L'élève s'engage à n'utiliser l'outil informatique mis à sa disposition que pour un objectif pédagogique ou éducatif. Les ordinateurs du lycée bénéficient d'une configuration mise en place par l'établissement qui ne doit pas être modifiée, de quelque manière que ce soit.

Chaque utilisateur bénéficie d'un environnement de travail personnel permettant l'accès à un compte sécurisé, à un espace disque commun, à une messagerie, à des logiciels, à internet...

De ce fait, avant de quitter son poste de travail, l'élève doit s'assurer qu'il s'est bien déconnecté de sa session personnelle.

En aucun cas on ne peut :

- modifier la configuration, effacer des fichiers présents sur le disque dur ou modifier quelque paramètre de l'ordinateur que ce soit.
- installer, télécharger ou désinstaller des logiciels sur les postes ou le réseau, supprimer des icônes.
- imprimer un document sans l'autorisation d'un adulte,
- débrancher les ordinateurs ou quelque périphérique que ce soit.

Chaque utilisateur s'engage à prendre soin du matériel et des locaux informatiques mis à sa disposition. Il informe un adulte responsable de toute anomalie constatée.

Toute malveillance sera considérée comme une dégradation et pourra entraîner des sanctions et des dédommagements.

3) Respect des autres, des valeurs humaines et sociales :

L'usurpation d'identité par l'utilisation d'un compte qui n'est pas le sien ainsi que la destruction de fichiers personnels engage la responsabilité de l'auteur des faits.

L'auteur d'un message engage sa responsabilité sur le contenu expédié. Un langage correct et respectueux est donc de mise dans la rédaction.

Chaque utilisateur doit respecter les règles juridiques de respect d'autrui et des valeurs humaines et sociales sous peine de sanction civile et pénale. Il est donc interdit de consulter ou de publier des documents :

- à caractère diffamatoire, injurieux, obscène, raciste, xénophobe, révisionniste...
- à caractère pédophile ou pornographique,
- incitant aux crimes, aux délits et à la haine,
- à caractère commercial, dans le but de vendre ou d'acheter des produits ou objets, quels qu'ils soient.

Toute utilisation de l'image sans l'autorisation écrite de l'intéressé(e) est interdite.

Afin de faire respecter ces principes, l'établissement se réserve le droit de contrôler les sites visités par les utilisateurs. Un filtre des sites illicites ou interdits aux mineurs est installé et actif. Tout acte de piratage ou de détournement des systèmes de sécurité peut être assimilé à une dégradation de matériel et sera puni comme tel.

Tout contrevenant s'expose à des sanctions civiles et pénales.

4) Utilisation d'Internet :

L'utilisation de l'Internet en milieu scolaire a pour but de favoriser l'accès des élèves à la connaissance et à la culture. De ce fait, internet est réservé aux recherches documentaires dans le cadre d'objectifs pédagogiques ou du projet personnel de l'élève.

L'accès en libre-service, à des fins personnelles ou de loisirs, n'est pas toléré. Toute consultation doit se faire en présence d'un membre adulte de la communauté éducative de l'établissement, qui devra effectuer une surveillance des sites consultés.

L'utilisateur doit respecter la propriété intellectuelle des documents mis à sa disposition. De ce fait, il ne peut simplement recopier le travail d'un autre, même si ce travail est en libre-accès. Il doit impérativement citer ses sources.

La pratique du « chat » ou des forums de discussion est interdite hors d'une utilisation pédagogique encadrée par un adulte.

A des fins d'illustration, les enseignants sont amenés régulièrement à prendre et à utiliser un certain nombre de photographies et vidéos reproduisant l'image de leurs élèves.

La reproduction de ces images, fixes et/ou animées, n'est pas libre pour autant et est conditionnée par un droit à l'image qui stipule que toute diffusion et /ou publication de l'image d'une personne nécessite obligatoirement son autorisation.

Le but de ce document est donc de définir avec exactitude le cadre réglementaire de ce droit tel qu'il est appliqué au sein du lycée français Anna de Noailles.

Sous la responsabilité du Directeur de publication (Chef d'établissement), **le lycée français Anna de Noailles pourra :**

- photographier ou filmer l'élève dans le cadre d'activités d'enseignement ou en relation avec sa scolarité,
- reproduire et diffuser ces images sur le(s) support(s) suivant(s) : papier, cd-rom ou dvd, site internet de l'établissement, livre de l'année, badge d'accès...
- céder au Ministère de l'Éducation Nationale ou à l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE) les droits concernant l'utilisation de ces images dans un but non lucratif,

Les images ne pourront en aucun cas être dénaturées ni détournées de leur contexte, par un montage ou par tout autre procédé. La légende accompagnant ces images ne pourra pas porter atteinte à la vie privée, à la réputation et la dignité de l'élève.

D'autre part, le lycée français Anna de Noailles s'engage à fournir sur demande des parents ou du responsable légal, tout ou partie des documents relatifs à l'image de l'enfant à l'aide d'un support numérique. De même, le lycée s'engage à retirer et/ou à modifier du site et sur simple demande, tout cliché qui n'aurait pas ou plus l'approbation du/des responsable(s) légal/légaux.



Lycée français Anna de Noailles
Horaires des sonneries
Année scolaire 2015-2016



	1^{ère} sonnerie : Préparez-vous à monter en classe	Sonnerie de début	Sonnerie de fin
H1	8h25	8h30	9h25
H2		9h28	10h23
Récréation du matin		10h23	10h38
H3	10h38	10h40	11h35
H4		11h38	12h33
Pause du midi		12h35	13h30
H5	13h30	13h35	14h30
H6		14h33	15h28
Récréation de l'après-midi		15h28	15h38
H7	15h38	15h40	16h35
H8		16H38	17H33

1. La France est **une République indivisible, laïque, démocratique et sociale**. Elle assure l'égalité devant la loi, sur l'ensemble de son territoire, de tous les citoyens. Elle respecte toutes les croyances.
2. La République laïque organise **la séparation des religions et de l'État**. L'État est neutre à l'égard des convictions religieuses ou spirituelles. Il n'y a pas de religion d'État.
3. La laïcité garantit **la liberté de conscience** à tous. **Chacun est libre de croire ou de ne pas croire**. Elle permet la libre expression de ses convictions, dans le respect de celles d'autrui et dans les limites de l'ordre public.
4. La laïcité permet l'exercice de la citoyenneté, en conciliant **la liberté de chacun avec l'égalité et la fraternité de tous** dans le souci de l'intérêt général.
5. La République assure dans les établissements scolaires le respect de chacun de ces principes.
6. La laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. **Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression** qui les empêcheraient de faire leurs propres choix.
7. La laïcité assure aux élèves l'accès à **une culture commune et partagée**.
8. La laïcité permet l'exercice de la **liberté d'expression** des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du **pluralisme des convictions**.
9. La laïcité implique **le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations**, garantit **l'égalité entre les filles et les garçons** et repose sur une culture du **respect** et de la compréhension de l'autre.
10. **Il appartient à tous les personnels de transmettre aux élèves le sens et la valeur de la laïcité**, ainsi que des autres principes fondamentaux de la République. Ils veillent à leur application dans le cadre scolaire. Il leur revient de porter la présente charte à la connaissance des parents d'élèves.
11. **Les personnels ont un devoir de stricte neutralité** : ils ne doivent pas manifester leurs convictions politiques ou religieuses dans l'exercice de leurs fonctions.
12. **Les enseignements sont laïques**. Afin de garantir aux élèves l'ouverture la plus objective possible à la diversité des visions du monde ainsi qu'à l'étendue et à la précision des savoirs, **aucun sujet n'est a priori exclu du questionnement scientifique et pédagogique**. Aucun élève ne peut invoquer une conviction religieuse ou politique pour contester à un enseignant le droit de traiter une question au programme.
13. Nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser de se conformer aux règles applicables dans l'École de la République.
14. Dans les établissements scolaires publics, les règles de vie des différents espaces, précisées dans le règlement intérieur, sont respectueuses de la laïcité. **Le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit**.
15. Par leurs réflexions et leurs activités, **les élèves contribuent à faire vivre la laïcité** au sein de leur établissement.

Je soussigné, responsable légal de l'enfant
....., classe de atteste avoir pris connaissance du
contenu du carnet de correspondance, à savoir :

Règlement intérieur :

Les signataires déclarent avoir pris connaissance du règlement intérieur et s'engagent à le respecter.

Date : Signature du responsable légal :

Date : Signature de l'élève :

Charte de l'utilisation de l'informatique et d'internet au lycée

Les signataires déclarent avoir pris connaissance de la Charte informatique et s'engagent à la respecter.

Date : Signature du responsable légal :

Date : Signature de l'élève :

Autorisation de droit à l'image

J'autorise la publication de l'image de mon enfant selon les termes précisés page 14

Je n'autorise pas

Signature du responsable légal :

Signature de l'élève :